

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

N° 26002

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

OBJET DU MARCHE

MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES EXTINCTEURS DE L'ANTENNE DE LA CNMSS A PARIS

NOM DE L'ORGANISME ACHETEUR

Organisme de sécurité sociale : Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
247, avenue Jacques Cartier
83090 Toulon Cedex 9

Sommaire

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION.....	4
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 4 - FORME DU MARCHÉ	4
ARTICLE 5 - DUREE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 6 - MONTANT DU MARCHÉ	5
ARTICLE 7 - LIEU D'EXECUTION	5
ARTICLE 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 9 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	6
ARTICLE 10 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
10.1 REPRESENTATION DES PARTIES	6
10.1.1 Correspondant de l'administration	6
10.1.2 Correspondant pour l'exécution technique	6
10.1.3 Correspondant pour les questions financières.....	7
10.1.4 Représentation du titulaire.....	7
10.2 PRESTATIONS DU MARCHÉ.....	7
10.2.1 Etendue et description des prestations.....	7
10.2.2 Prise en charge des installations	7
10.2.3 Type d'intervention	7
10.2.4 Suivi des interventions	8
10.3 EMISSION DES BONS DE COMMANDE	8
10.4 CONDITIONS D'EXECUTION.....	9
10.4.1 Modalités d'exécution.....	9
10.4.2 Remplacement des intervenants	9
10.4.3 Personnel intervenant pour le compte du titulaire.....	10
10.4.4 Délais d'exécution/d'intervention	10
10.4.5 Délais de remise des documents.....	10
10.5 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
10.5.1 Obligation de conseil.....	11
10.5.2 Obligation d'information	11
10.5.3 Mesures de sécurité	11
10.5.4 Responsabilité du titulaire	11
ARTICLE 11 - CLAUSES SOCIALES	12
11.1 CLAUSES SOCIALES DU MILITAIRE BLESSE	12
11.2 MISE EN ŒUVRE.....	12
11.3 CONTROLE ET EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CLAUSE SOCIALE	13
ARTICLE 12 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	13
ARTICLE 13 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 14 - TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	13
ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITE ET SECRET DES AFFAIRES	14
ARTICLE 16 - CONFLIT D'INTERET	15
ARTICLE 17 - CLAUSES DE REEXAMEN.....	15
ARTICLE 18 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	15
18.1 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET ADMISSION	15
18.1.1 Contrôle.....	15
18.1.2 Opérations de vérification	16
18.1.3 Décision après vérifications.....	16
18.2 GARANTIES	16
18.3 PENALITES.....	16
18.3.1 Pénalités.....	16
18.3.2 Pénalités pour retard.....	17

ARTICLE 19 -	REGIME FINANCIER	17
19.1	FORME ET CONTENU DES PRIX	17
19.2	CONTENU DES PRIX.....	18
19.3	VARIATION DES PRIX	18
19.4	CLAUDE DE DECLenchement DE LA VARIATION DE PRIX.....	19
19.5	AVANCES.....	19
ARTICLE 20 -	MODALITES FINANCIERES	19
20.1	DELAI DE PAIEMENT.....	19
20.2	MODALITES DE FACTURATION.....	19
20.3	TAUX DE TVA	20
20.4	MONNAIE	20
20.5	CESSION ET NANTISSEMENT	20
20.6	RETENUE DE GARANTIE	21
ARTICLE 21 -	DISPOSITIONS DIVERSES	21
21.1	ECHANGES DEMATERIALISES	21
21.2	LANGUE.....	21
21.3	PRECISION SUR LA SOUS-TRAITANCE.....	21
21.4	ASSURANCES	22
21.5	AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES.....	22
21.6	RESILIATION	23
21.7	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	23
21.8	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE	23
21.9	DIFFERENDS.....	26
21.10	LITIGES ET CONTENTIEUX.....	26
21.11	DEROGATIONS.....	26

Article 1 - IDENTIFICATION

Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
Adresse : 247 avenue Jacques Cartier Toulon cedex 09
Code Postal : 83090
Ville : Toulon
Siret : 180 090 045 00014
Téléphone : 04.94.16.95.60

Article 2 - OBJET DU MARCHE

Le marché a pour objet la maintenance et entretien des extincteurs de l'antenne de la CNMSS de Paris.

Le marché est un marché de services

Code(s) CPV de la consultation :

50413200-5 : service de réparations et d'entretien d'installations d'extinction d'incendie.

35111000-5 : Matériel de lutte contre l'incendie

35111200-7 : Équipement de lutte contre l'incendie

35111300-8 : Appareils extincteurs

Code nomenclature : 81.52 Entretien de moyens lutte contre l'incendie (ELI), (extincteurs portatifs, colonnes sèche et humide incendie, RIA)

Budget de la CNMSS : Enveloppe fonctionnement gestion courante.

Article 3 - ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti. En effet, les prestations sont homogènes et concourent à un même objet.

Article 4 - FORME DU MARCHE

Le marché est passé suivant la procédure adaptée visée aux articles R.2123-1, R2123-4, R2123-5, R2162-3 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande publique.

Le présent marché est « composite ».

Il est décomposé en 2 postes :

Poste 1 forfaitaire qui comprend :

- Les maintenances préventives et correctives

Poste 2 de type accord-cadre à bons de commandes qui comprend :

- Les prestations incluses dans le Bordereau de Prix Unitaire (BPU).

Article 5 - DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée initiale de douze (12) mois à compter de sa date de notification (date anniversaire).

Le marché est reconductible de manière tacite 1 fois à date anniversaire jusqu'au 9 juin 2027.

Le titulaire du marché n'a pas la faculté de refuser cette reconduction.

Toutefois, s'il est décidé de ne pas reconduire le marché, le titulaire en est informé par décision expresse avant la date d'échéance annuelle

En cas de non reconduction, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire par voie électronique via le site de la PLACE avant le terme de la période de validité en cours. Le titulaire du marché ne peut s'opposer à la reconduction ou la dénonciation du marché.

Les bons de commande peuvent être émis à compter de la date de notification de du marché et jusqu'au dernier jour de validité du marché.

L'exécution des bons de commande pourra se poursuivre au-delà de la date de validité du marché.

Article 6 - MONTANT DU MARCHE

Le marché est passé sans montant minimum et avec un montant total maximum, sur la durée totale toutes reconductions comprises de de 38 000.00 € HT (45 600 € TTC).

Article 7 - LIEU D'EXECUTION

Le lieu d'exécution des prestations est :

CNMSS
Antenne de Paris
66 rue Boissière
16^{ème} Arrondissement
75116 Paris

Horaires d'ouverture : de 9h00 à 16h00 du lundi au jeudi et e 9h00 à 15h00 le vendredi

Article 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ou ATTRI1) et son annexe financière
 - o Annexe 1 : Bordereau de prix unitaires (BPU)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes qui concernent la clause sociale militaire blessé :
 - o Annexe 1 : Fiche évaluation
 - o Annexe 2 : Convention de stage
 - o Annexe 3 : Fiche de stage
 - o Annexe 4 : Défense mobilité
 - o Annexe 5 : Barème de non-conformité
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
 - o Annexe 1 : Tableau de dotation des extincteurs de l'antenne de Paris
 - o Annexe 2 : Plan de localisation des extincteurs de l'antenne de Paris
 - o Annexe 3 : Dossier Amiante
 - o Annexe 4 : Dossier Plomb
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- Les normes, DTU, avis techniques applicables aux prestations ainsi que les textes réglementaires en vigueur durant l'exécution

- L'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes

En cas de contradiction entre les différentes pièces contractuelles, il sera fait application du document ou de l'interprétation la plus favorable au pouvoir adjudicateur.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la CNMSS et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Article 9 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

Article 10 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 REPRESENTATION DES PARTIES

10.1.1 Correspondant de l'administration

Le Bureau Achats de la CNMSS
Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
247, avenue Jacques Cartier
83090 Toulon Cedex 9
Courriel : serviceachat@cnmss.fr / Tél : 04 94 16 37 14

10.1.2 Correspondant pour l'exécution technique

CNMSS de Toulon
Jimmy MARCHANDISE
Conseiller de Prévention - Chef du Bureau Sécurité / Sûreté de l'établissement
Courriel : jimmy.marchandise@cnmss.fr / Tél : 06 24 83 60 26 – 04 94 16 37 19

Julien AGULLO
Assistant de prévention
Courriel : Julien.AGULLO@cnmss.fr / Tél : 04 94 16 37 20

Antenne de la CNMSS à Paris
Franck TAVERNIER
Technicien de soutien général
Courriel : franck.tavernier@cnmss.fr / Tel : 06.52.58.55.66 ou 01.58.44.10.66 ou poste 1066

Monfort DANIEL
Technicien de soutien général
Courriel : monfort.daniel@cnmss.fr / Tel : 01.58.44.10.25 ou poste 1025

10.1.3 Correspondant pour les questions financières

Pour toutes questions relatives aux factures, merci de bien vouloir contacter : DAC.BF@cnmss.fr
Ne pas déposer de facture à cette adresse.

10.1.4 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

10.2 PRESTATIONS DU MARCHE

10.2.1 Etendue et description des prestations

Poste 1 forfaitaire

Les opérations (poste 1) spécifiées au présent cahier des charges concernent les domaines suivants :

- Maintenance préventive,
- Maintenance corrective,

Le titulaire, s'engage à assurer une maintenance préventive (visite systématique périodique) et corrective à montant forfaitaire.

Le poste 1 couvre l'ensemble des prestations de main d'œuvre, des frais déplacements et de toutes les fournitures nécessaires pour maintenir à tout moment les extincteurs en état de marche.

Les prestations sont effectuées conformément aux règles de l'art et de sécurité.

Le titulaire doit assurer des prestations conformes aux réglementations en vigueur pendant la période couverte par le marché.

Poste 2 bons de commandes

Les prestations prévues au BPU feront l'objet d'un bon de commande.

10.2.2 Prise en charge des installations

A la mise en place du marché et dans un délai d'un (1) mois, le titulaire réalise la première visite de maintenance préventive annuelle qui vaut état des lieux. (Article 3 du CCTP).

Toute anomalie ou dysfonctionnement constatée à ce moment-là par le titulaire fait l'objet d'un descriptif financier soumis à l'approbation de la CNMSS, où toutes les pièces détachées, la main d'œuvre et les frais de déplacement sont entièrement payés au Titulaire.

A l'issue de la visite un rapport technique détaillé doit être fourni dans un délai de 8 jour calendaire à compter de la date de la visite.

10.2.3 Type d'intervention

Le titulaire assure la maintenance préventive et corrective de l'ensemble des extincteurs sur le site de PARIS.

En cas de besoin, des interventions ponctuelles peuvent être demandées par l'intermédiaire de bons de commande.

10.2.4 Suivi des interventions

Chaque opération de maintenance préventive ou visite donne lieu à un rapport d'intervention.

A chaque intervention, le titulaire devra consigner les informations requises dans le registre de sécurité et assurer la mise à jour des documents.

Le titulaire remet en outre à la CNMSS un rapport annuel de synthèse, dans un délai de 15 jours à compter à compter de la date de fin de la période concernée. Le contenu de ce rapport figure au paragraphe 4 « INSTALLATION ET MISE EN SERVICE » du CCTP.

10.3 EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Seules les prestations listées sur le BPU font l'objet de bons de commande.

Les bons de commande peuvent être adressés par courriel et ce, jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Ils sont émis par le service habilité de la CNMSS au fur et à mesure des besoins, et signés par le représentant de la CNMSS ayant reçu délégation.

L'exécution des bons de commande pourra se poursuivre au-delà de la date de validité du marché à condition que la durée d'exécution de ceux-ci respecte les conditions habituelles d'exécution du marché, et ne se prolonge pas dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

La notification d'un bon de commande est obligatoire avant tout commencement d'exécution d'une prestation.

Les bons de commande, numérotés, datés et signés, portent les mentions suivantes :

- Le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture),
- Les coordonnées du bénéficiaire] (SIRET, ...),
- La date d'émission du bon de commande,
- Le numéro du marché,
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement,
- La désignation et la quantité des prestations commandées,
- Le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- Le montant total (HT et TTC) du bon de commande,
- Le nom et la signature du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, le délai d'exécution peut être fixé d'un commun accord entre le titulaire et l'administration.

Par dérogation à l'article 3.7.2. du CCAG/FCS, si le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande, qui lui est notifié, appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné, dans un délai de 3 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation aux articles 13.3.2 et 13.3.3 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale

à l'acheteur les faits, dans les 5 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 5 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG/FCS.

À tout moment, l'administration peut être amenée à annuler un bon de commande. Dans ce cas, les prestations qui auront été exécutées seront dues au titulaire.

Pour les prestations non exécutées, le titulaire pourra prétendre à une indemnité correspondant à la perte de la marge bénéficiaire qu'aurait dégagée l'exécution de la totalité des prestations prévues dans le bon de commande, et, le cas échéant et sur justificatifs, aux dépenses qu'il a engagées pour pouvoir satisfaire à ses obligations contractuelles.

En tout état de cause, cette indemnité ne sera pas supérieure à 5% du montant du bon de commande concerné.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

10.4 CONDITIONS D'EXECUTION

10.4.1 Modalités d'exécution

Les caractéristiques des matériels et équipements concernés par les prestations du présent marché et les interventions de maintenance sont celles décrites au CCTP.

Les diverses prestations doivent être conformes aux descriptions faites au CCAP et répondre aux spécifications techniques indiquées au CCTP.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire s'engage à assurer la qualité et le suivi des prestations et garantit un suivi particulier en précisant les coordonnées d'un chargé de clientèle.

Il s'engage à respecter les délais mentionnés au CCTP et au présent CCAP ; cependant, une prolongation de délai peut lui être accordée par décision expresse de la CNMSS.

10.4.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire.

De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur.

Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est

réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

10.4.3 Personnel intervenant pour le compte du titulaire

Le personnel intervenant pour le compte du titulaire est placé sous sa responsabilité et doit être équipé de protections de sécurité individuelles adaptées.

Il s'engage à respecter les règles d'hygiène et de sécurité du travail propres aux prestations à effectuer.

Le titulaire transmet à la CNMSS, à la notification du marché, la liste nominative des personnels affectés à la réalisation des prestations.

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. Il lui appartient de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché

10.4.4 Délais d'exécution/d'intervention

Les délais d'exécution sont fixés dans le cahier des clauses techniques particulières.

- **Poste 1 forfaitaire :**

Maintenance préventive : le titulaire devra réaliser une visite annuelle préventive.

Le délai d'exécution est de 1 mois à compter de la date de la demande par courriel.

Maintenance corrective : les délais d'intervention sont indiqués au paragraphe 5.1 du CCTP à compter de la date de la demande par courriel.

Un courriel est adressé au titulaire et vaut début d'exécution.

- **Poste 2 bons de commandes :**

Les prestations sont déclenchées par un bon de commande. Les délais d'exécution et/ou intervention seront indiqués dans le bon de commande. Le délai d'exécution ne devra pas dépasser 7 jours calendaires.

Conformément à l'article 13 du CCAG/FCS, la date de départ du délai d'exécution, en l'absence de précision c'est la date de notification du bon de commande qui devra être prise en considération.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

10.4.5 Délais de remise des documents

Rapport technique / inventaire à l'issue de l'état des lieux	8 jours calendaires à compter de la date de l'état des lieux
Descriptif technico financier	15 jours calendaires à compter de la date de l'état des lieux
Rapport de visite	8 jours calendaires à compter de la date de fin d'intervention
Certificat de mise en service, notices, fiches de données de sécurité	8 jours calendaires à compter de la date de fin d'intervention

10.5 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

10.5.1 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet du marché qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

10.5.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

10.5.3 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Dans la mesure, où des personnels du titulaire interviennent au sein de l'établissement, l'accès au site de la CNMSS est réglementé comme suit :

- Tout intervenant sur les sites de la CNMSS doit justifier de son identité, afin d'y accéder,
- La CNMSS doit être informée au préalable des identités des intervenants afin de faciliter les démarches d'accessibilité aux sites.

Le prestataire accepte de se conformer aux conditions d'accès définies par la CNMSS. Le personnel du titulaire circulant à l'intérieur de la CNMSS doit être muni d'un badge et doit présenter à l'accueil de l'établissement une pièce attestant de son identité.

Rappel : le titulaire est tenu d'informer ses sous-traitants des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution et doit s'assurer du respect de ses obligations par ses sous-traitants.

Le titulaire met à disposition de l'acheteur l'ensemble des documents relatifs aux politiques et procédures de sécurité à la demande de l'acheteur.

Dans le cadre du marché, tout intervenant peut-être soumis à une enquête administrative.

10.5.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Article 11 - CLAUSES SOCIALES

11.1 CLAUSES SOCIALES DU MILITAIRE BLESSE

Afin de faciliter l'insertion professionnelle des publics en difficulté, il est fait application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique par le biais d'une clause d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et / ou professionnelles.

La clause sociale du militaire blessé a pour objet de proposer un stage de découverte non rémunéré à un militaire blessé identifié par Défense mobilité, en charge de la reconversion des militaires.

Le contenu du stage est décrit dans la fiche de stage fourni par le titulaire lors de la remise de son offre. Une mise au point peut être réalisée au moment de la notification du marché entre toutes les parties prenantes.

Le volume horaire minimal exigé est d'un mois (4 semaines) de stage (date à date), à réaliser au profit d'un blessé, au minimum, pendant la durée d'exécution du marché.

Le titulaire peut dépasser le nombre de blessés accueillis s'il le souhaite, ou proposer plusieurs fiches de stage sans faire augmenter son obligation d'accueil.

Il n'y a pas d'obligation, pour le titulaire, de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire blessé qu'il a accompagné.

Cette clause est applicable au présent marché conclu sur son fondement.

11.2 MISE EN ŒUVRE

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, sur proposition du titulaire ou de l'acheteur, dès qu'un ou plusieurs profils de blessés sont proposés par Défense mobilité. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la fiche de stage – qui a une fonction de dialogue – peut être ajustée selon le ou les profils proposés par Défense mobilité, et la convention de stage est renseignée et signée.

Conformément à cette dernière, le référent entreprise accueille le stagiaire dans ses locaux, en immersion complète ou sur le lieu d'exécution des prestations définies au marché. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées.

Le suivi de l'exécution de la clause sociale est réalisé par Défense mobilité, qui s'assure du respect du contenu du stage tel que décrit dans la convention de stage (cf. annexe n°2 du présent document).

11.3 CONTROLE ET EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CLAUSE SOCIALE

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire répond à toute demande de la personne publique relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale. Il s'engage à faciliter les contacts entre toutes les parties prenantes au dispositif.

Toute transmission est réalisée dans les dix jours ouvrés conformément à la demande formulée par la personne publique.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer Défense mobilité et l'acheteur afin d'étudier, ensemble, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés. A l'issue du stage, Défense mobilité et le référent entreprise réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de sa bonne exécution, conformément au modèle établi en annexe n°1 du présent document.

Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par Défense mobilité, à l'occasion d'un échange avec le titulaire. À tout moment, le titulaire peut dépasser les objectifs fixés.

A la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire blessé qu'il a accompagné. Le titulaire peut dépasser le nombre de blessés accueillis s'il le souhaite, ou proposer plusieurs fiches de stage sans faire augmenter son obligation d'accueil.

Il n'y a pas d'obligation, pour le titulaire, de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire blessé qu'il a accompagné.

Cette clause est applicable au présent marché conclus sur son fondement.

Article 12 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Sans Objet

Article 13 - BILAN DES EMISSION DE GAZ A EFFET DE SERRE

Conformément à la circulaire n° 2025-21/2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les titulaires du marché soumis aux obligations prévues à l'article L. 229-25 du code de l'environnement **peuvent communiquer** à l'acheteur leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) ainsi que le plan de transition associé lorsqu'il existe.

Cette communication peut intervenir, le cas échéant, dans un délai maximal de **60 jours** à compter de la notification du marché ou de toute demande écrite de l'acheteur.

Pour les sous-traitants soumis aux mêmes obligations, la transmission du BEGES et du plan de transition associé **peut intervenir** lors de la communication de la déclaration de sous-traitance (DC4).

L'absence de transmission de ces documents ne constitue pas, en elle-même, un manquement aux obligations contractuelles du titulaire.

Article 14 - TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du présent marché s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Précisions terminologiques : Le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du présent accord-cadre.

Dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

Article 15 - CONFIDENTIALITE ET SECRET DES AFFAIRES

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de manquement grave ou répété de violation de cette obligation, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Article 16 - CONFLIT D'INTERET

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Article 17 - CLAUSES DE REEXAMEN

La CNMSS peut être amenée à modifier le périmètre des prestations. Aussi, il est inséré dans le présent marché une clause de réexamen.

En application de l'article R. 2194-1 et suivants du CCP, le marché peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, si l'intégration de prestations nouvelles est rendue nécessaire à l'objet du marché. Ces modifications peuvent consister notamment en un(e) :

- Variation du besoin : de nouvelles prestations (ou suppression) nécessaires au bon fonctionnement. Ces variations peuvent porter sur le poste n° 1 (prestations forfaitaires) et/ou sur le poste n° 2 (prestations ponctuelles). En cas de diminution des prestations à réaliser, le titulaire ne pourra prétendre à une quelconque indemnité,
- Modification de la clause de révision des prix si celle-ci ne s'avère pas adaptée en cas de forte variation des prix,
- Ajout de prestations nouvelles afin de se conformer aux évolutions techniques et réglementaires,
- En cas de transfert du marché à un nouveau titulaire sous réserve de l'accord préalable du pouvoir adjudicateur et du respect des conditions initiales.

Il est entendu que les modifications ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

En cas de prestations nouvelles ou de variation à la hausse ou à la baisse des prestations, il est demandé au titulaire d'établir une proposition technique et tarifaire, et un délai de mise en place, au vu des éléments échangés entre le titulaire et la CNMSS.

Un acte modificatif bilatéral est rédigé et la formalisation de ces modifications est effectuée par la mise à jour des annexes financières.

La prise en compte des modifications dans les factures et paiements est effective à compter de la date de notification de l'acte additionnel, où de sa date de prise d'effet si celle-ci est postérieure.

En cas de diminution des prestations à réaliser, le titulaire ne peut prétendre à une quelconque indemnité.

Les évolutions peuvent avoir une répercussion financière, sans toutefois pouvoir excéder le montant maximum du marché.

En cas de diminution des prestations à réaliser, le titulaire ne peut prétendre à une quelconque indemnité.

Tous les échanges sont réalisés via le profil acheteur « PLACE » (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Article 18 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

18.1 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET ADMISSION

18.1.1 Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du chapitre 5 du CCAG/FCS.

18.1.2 Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées en application du chapitre 5 du CCAG/FCS.

18.1.3 Décision après vérifications

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG/FCS, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

L'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai d'un (1) mois à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service

18.2 GARANTIES

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission conformément à l'article 33 du CCAG/FCS.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

Les garanties réglementaires s'appliquent.

18.3 PENALITES

18.3.1 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

La non-exécution, l'exécution partielle ou la mauvaise exécution de la prestation donne lieu à des pénalités.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Principe du contradictoire

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter du premier jour de retard constaté. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-

traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

18.3.2 Pénalités pour retard

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les retenues, dont le titulaire est redevable au titre de pénalités, sont déduites du montant hors taxes de la facture considérée. Les pénalités n'entrent pas dans le champ d'application de la T.V.A.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.2, les pénalités sont cumulables et non plafonnées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 80 € pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, les pénalités seront appliquées :

	Délai d'exécution	Point de départ du délai	Pénalités de retard appliqués
Etat des lieux	1 mois	A compter de la date de notification du marché	50€ /jour calendaires
Rapport technique /inventaire après la visite d'état des lieux	8 jours calendaires	A compter de la date de la visite de l'Etat des lieux	30€ /jour calendaires
Descriptif technico financier	15 jours calendaires	À compter de la date de l'état des lieux	30€ /jour calendaires
Délais d'exécution des prestations forfaitaires (maintenance préventive)	1 mois	A compter de la date de la demande par courriel	50€ /jour calendaires
Délai d'exécution d'un bon de commande	Délai indiqué dans le bon de commande	À compter de la fin du délai indiqué dans le bon de commande	50€ /jour calendaires
Rapport de visite	8 jours calendaires	À compter de la date de la visite ou intervention	30€ /jour calendaires

Article 19 - REGIME FINANCIER

19.1 FORME ET CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés « tout compris » et sont composés des frais des personnels (y compris les frais de restauration, d'hébergement, de déplacement, le cas échéant, de véhicules et de transport (y compris frais

de stationnement, d'occupation du domaine public et de la voirie, péages, carburant...), main d'œuvre, installation, consommables, etc

- **Poste 1 forfaitaire** : Les prix sont forfaitaires pour la maintenance préventive et corrective, telle qu'elle est définie au CCTP, est établi sous la forme d'un forfait annuel. Les consommables et pièces de rechange d'une valeur unitaire inférieure ou égale à 150€ HT sont comprises dans le forfait.
- **Poste 2 bons de commande** : Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

19.2 CONTENU DES PRIX

Le poste 1 est conclu à prix global et forfaitaire(s) tel(s) qu'indiqué(s) à l'acte d'engagement et comprend :

- Maintenance préventive annuelle.
- Les interventions de maintenance corrective.
- Main-d'œuvre et déplacements : Prise en charge complète des interventions de maintenance corrective et préventive,
- Évacuation des anciens extincteurs.

Le poste 2 est conclu à prix unitaires tels qu'indiqués au bordereau des prix unitaires en cas de besoin.

19.3 VARIATION DES PRIX

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre finale.

Les prix sont révisibles à la hausse comme à la baisse annuellement au 1^{er} jour du mois anniversaire de la notification du marché par l'application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,15 + 0,85 \frac{ICHTrevTSM}{ICHTrevTS_o})$$

dans laquelle

P = prix révisé
Po = prix fixé dans l'offre finale du titulaire
ICHTrevTSM = dernier indice mensuel définitif connu au 1^{er} jour du mois précédant celui de la révision
ICHTrevTS_o = indice du mois de la date limite de remise de l'offre finale (Mo).

ICHTrevTS = indice coût horaire du travail révisé dans l'industrie mécanique et électrique (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 - ICHT_TS - Identifiant 001565183 - <http://www.insee.fr>

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La révision est calculée avec les valeurs définitives des indices ; il n'est pas prévu de révision provisoire des prix.

Lorsqu'une série est arrêtée, la série équivalente utilisée pour le calcul de la révision des prix est celle proposée par l'INSEE en remplacement de la série arrêtée.

L'application de la révision des prix est à la charge du titulaire, qui doit y procéder conformément aux stipulations du marché lors de l'établissement de la facturation.

19.4 CLAUSE DE DECLENCHEMENT DE LA VARIATION DE PRIX

La révision est appliquée dès lors que la variation par rapport au prix de l'année N-1 est égale ou supérieure à 2.5 %. En cas de variation de prix annuelle inférieure à 2.5 %, le prix n'est donc pas modifié.

19.5 AVANCES

Aucune avance ne sera versée.

Article 20 - MODALITES FINANCIERES

20.1 DELAI DE PAIEMENT

Le paiement intervient par virement au compte correspondant au relevé d'identité bancaire joint par le titulaire, après service fait, sur présentation de sa facture établie à l'adresse ci-dessus.

La monnaie du marché est l'euro.

La CNMSS procède au paiement des sommes dues dans un délai maximal de 30 jours à compter de la réception de la facture par le maître d'œuvre.

Le délai global peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires ; le délai après la suspension est obligatoirement de 30 jours, à partir de la date de fin de suspension.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

20.2 MODALITES DE FACTURATION

- **Poste 1 forfaitaire** : Les prestations forfaitaires sont facturées après constatation du service fait.
- **Poste 2 bon de commande** : Les prestations à bon de commande sont facturées à chaque bon de commande après constatation du service fait.

Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production de la facture laquelle n'est pas réclamée au titulaire.

La facture comporte, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- Dates, références (numéro et désignation) du présent marché,
- Numéro d'engagement juridique (EJ) du marché,
- Le code service numéro 77
- La désignation de la prestation exécutée ainsi que la période concernée, sous peine de rejet.

La facture est établie en un exemplaire daté, faisant référence au présent marché et adressée à la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale.

Chaque commande est facturée globalement, ce qui exclut les facturations partielles.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les factures sont transmises uniquement par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro. :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Siret CNMSS : 180 090 045 00014 – code service N° 77

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

Pour toutes demandes relatives à la facturation vous pouvez contacter le bureau facturier à l'adresse mail suivante : DAC.BF@cnmss.fr (**aucune facture ne doit être transmise à cette adresse**).

20.3 TAUX DE TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est appliquée au taux légal connu lors de l'exécution des prestations. Dans le cas de variation de la taxe sur la valeur ajoutée, il sera tenu compte de cette variation dans les prix de règlement.

20.4 MONNAIE

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

20.5 CESSIION ET NANTISSEMENT

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité dématérialisé nécessaire à la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance est délivré, sur demande écrite du titulaire, par la personne publique.

Sont désignés :

Comme personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R 2191-60 relatif aux marchés publics :

le Directeur de la CNMSS

Comme comptable assignataire des paiements : l'Agent comptable de la CNMSS – 247, avenue Jacques Cartier 83090 Toulon cedex 9.

20.6 RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Article 21 - DISPOSITIONS DIVERSES

21.1 ECHANGES DEMATERIALISES

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Concernant les échanges électroniques ils seront possibles via la plate-forme des achats de l'Etat (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) en cas d'indisponibilité de la PLACE, par courriel, le titulaire (ou la CNMSS) accuse réception formellement et explicitement de l'information ou de la décision par un retour de courriel mentionnant outre son nom et qualité une phrase du type : « j'accuse réception le (date réception) du (bon de commande n° xxx, de la demande de prolongation etc....) »

21.2 LANGUE

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

21.3 PRECISION SUR LA SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut, dès le moment de l'offre, ou avant intervention, décider de sous-traiter une partie des prestations, sous réserve d'acceptation du sous-traitant potentiel et d'agrément de ses conditions de paiement.

La déclaration du sous-traitant est effectuée à l'aide du formulaire DC4 « acte spécial de sous-traitance ». Ce formulaire est adressé dûment renseigné et signé, notamment pour le bénéfice ou non du paiement direct, à la CNMSS.

Nota : Le titulaire reste responsable devant la CNMSS de l'ensemble des prestations exécutées au titre du marché, même celles qui sont le fait de sous-traitants.

La sous-traitance totale est formellement interdite. Cependant, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du RPA l'acceptation de chaque sous-traitant et de l'agrément de ses conditions de paiement (cf. art R 2193-1 à 4 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018).

Le personnel intervenant pour le compte du titulaire est placé sous sa responsabilité et doit être équipé de protections de sécurité individuelles adaptées.

Il s'engage à respecter les règles d'hygiène et de sécurité du travail propres aux prestations à effectuer.

Le titulaire transmet à la CNMSS, à la notification du marché, la liste nominative des personnels affectés à la réalisation des prestations.

Conformément à la réglementation, le titulaire doit fournir la liste de ses salariés étrangers.

Tout salarié intervenant pourra être soumis à une enquête administrative.

21.4 ASSURANCES

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécutions.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

21.5 AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Pour assurer au mieux ce suivi de ses obligations, issues des articles L.8222-1 et suivants et D.8222-5 et D.8254-2 du Code du travail, la CNMSS a choisi de confier à la plateforme Hiveo, cette collecte et vérification documentaire.

A l'issue de la notification du marché, le titulaire reçoit un courriel d'invitation du site Hiveo, afin de créer son compte et d'y déposer les documents énumérés ci-dessus.

Le coût de cette solution, entièrement pris en charge par la CNMSS, est donc gratuit pour le titulaire du marché.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

21.6 RESILIATION

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG/FCS (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Résiliation du marché

Cet article complète les dispositions prévues à l'article 38 à 45 du CCAG/FCS. En cas de non-respect des obligations résultant de l'exécution des clauses prévues au présent marché ou en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations prévues, la CNMSS se réserve le droit, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse, de résilier le marché.

Cette résiliation n'ouvrira droit à aucune indemnité.

21.7 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

21.8 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. [Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive].

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- Les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- Les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;

- La part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10 % du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

[La circulaire du 20 novembre 1974 précitée indique que la perte effective ou le surcroît de perte ne doit en aucun cas être mis en totalité à la charge de l'administration. Le titulaire du marché doit en supporter une part qui, en règle générale, est au moins égale à 10%. Elle peut dépasser ce taux si le titulaire n'est pas en mesure de prouver que sa situation financière a été compromise par la surcharge imputable à l'exécution du contrat.]

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par l'article 46.2 CCAG FCS et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure. [ex : coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition ...].

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

21.9 DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

21.10 LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché public est régi par le droit français.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas de désaccord, les contestations doivent faire l'objet d'un mémoire en réclamation rédigé par le titulaire dans les conditions et délais définis à l'article 46 du CCAG/FCS.

En cas d'échec de la procédure amiable, une procédure contentieuse emportera saisine du tribunal administratif de Toulon selon les lois et les règlements en vigueur en France.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Toulon, 5 rue Racine – CS 40510, 83041, Toulon Cedex 9, F, Téléphone : (+33)4 94 42 79 30, Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr, télécopieur : (+33) 4 94 42 79 89.

21.11 DEROGATIONS

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG.

Article du CCAP concerné	Article du CCAG/FCS dérogé	Dérogation
10.3	3.7.2 ; 13.3.2 ; 13.3.3	Emission des bons de commande
17.3.2	14.1.2 ; 14.1.3 ; 14.1.1	Pénalités pour retard